

ETAT DES LIEUX

La présence des personnes en séjour irrégulier

en province de luxembourg

2021



INTRODUCTION

Le travail d'état des lieux entend répondre à plusieurs questions, comme : comment et de quoi vivent les personnes en séjour irrégulier dans notre province ? En quoi le séjour irrégulier façonne-t-il l'expérience de la vie quotidienne et les pratiques des « sans-papiers » qui habitent la province de Luxembourg ? L'idée répandue que les personnes en séjour irrégulier ne s'installent pas dans notre région sera également discutée. Les particularités de la province (petites villes, ruralité, absence ou difficultés d'accès à certains services, mobilité compliquée) apparaissent de manière transversale.

Les constats développés dans cet état des lieux se basent sur diverses rencontres, avec des acteurs sociaux, juridiques, culturels, de la santé, de l'insertion socioprofessionnelle et de l'accueil des demandeurs·euses d'asile d'une part, et des personnes elles-mêmes en situation de séjour irrégulier d'autre part.

Les matériaux ont été recueillis par entretiens en visioconférence pour les acteurs mentionnés, excepté pour les services de santé, qui ont répondu à un questionnaire. Deux sessions de trois entretiens chacune ont été prévues pour rencontrer des personnes en séjour irrégulier « en vrai », en famille ou seule, selon les cas, dans les locaux d'une association du Nord de la province, en présence d'un travailleur connu des participant·es.

Pour certains de ces acteurs, il est parfois difficile de savoir qui, dans leur public, est en effet en séjour irrégulier. C'est notamment le cas lorsque l'accès aux services n'est pas restreint aux individus détenant un statut particulier. Ainsi, à l'Abri de nuit, l'accueil est « inconditionnel », et c'est lorsque les travailleurs reçoivent les personnes pour entamer des démarches administratives qu'« ils nous disent qu'ils n'ont rien, rien du tout ». Certains travailleurs, en-dehors des services juridiques, méconnaissent aussi les détails des procédures et des législations : « à partir de quel moment sont-elles considérées comme 'illégales' ? » ou bien : « Parfois, on pense que les personnes sont sans-papiers mais elles ont un minimum de statut car elles ont introduit un recours ». On parle d'un « public très discret ». Pourtant, connaître le statut juridique d'une personne, c'est également prendre la mesure des droits qui lui sont ou non reconnus.

1. POINTS DE VUE SUR LES PROCÉDURES ET PERCEPTIONS DE L'IRRÉGULARITÉ

LES CAUSES DE L'IRRÉGULARITÉ DU SÉJOUR

Comment se retrouve-t-on « sans même un bout de papier » (selon les mots d'une mère à propos de son fils) ? Comment les personnes perdent-elles leur droit au séjour ? Parmi les motifs rencontrés, celui d'arriver au bout des procédures de demande de protection internationale avec une réponse négative. Après tous les recours possibles, « ils se retrouvent sans rien ». On parle des « débouté-es » : « Ceux qui ne veulent ni la place de retour¹, ni le retour volontaire, et donc qui partent dans l'illégalité ». Il en va de même pour les personnes dont la demande tombe sous le Règlement Dublin mais qui refusent de retourner dans le pays responsable de leur demande et de leur accueil.

Certains titres de séjour exigent un contrat de travail ; et les personnes ne peuvent renouveler leur titre de séjour en cas de perte d'emploi. Les personnes arrivées en Belgique via le regroupement familial perdent leur droit au séjour sur cette base si les conditions ne sont plus remplies au moment du renouvellement du titre. C'est le cas si le lien familial est rompu ou si la personne à la base de la demande de regroupement ne peut plus prendre en charge financièrement les membres de sa famille.

Certaines personnes arrivent sur le territoire avec un visa court séjour, et tentent ensuite une régularisation pour raisons humanitaires ou médicales. Sans cela, leur situation devient irrégulière.

Les individus qui arrivent sans visa et sans intention de s'installer en Belgique et d'entamer les démarches pour régulariser le séjour sont dites « en transit ». Leur projet est d'introduire une demande de protection internationale dans un autre pays, souvent le Royaume-Uni. Elles ne sont pas concernées par cet état des lieux.

Enfin, un enfant dont les parents se trouvent en situation irrégulière se retrouvera, également, dans cette situation.

L'irrégularité du séjour des personnes, et ses différentes causes, engendrent des catégories (« sans-papiers », « déboutés », « dublinés », « migrants en transit »), qui décrivent la situation des personnes à un moment donné (et non les personnes essentiellement). L'irrégularité du séjour peut d'ailleurs être tout à fait être provisoire, et même envisagée comme telle par les personnes concernées, bien que la période s'étende parfois dans la durée. En effet, les démarches pour ouvrir la voie d'accès au séjour peuvent prendre du temps, comme c'est le cas pour la reconnaissance de la paternité qui doit précéder un regroupement familial. De nouvelles procédures peuvent être entamées, parfois après plusieurs années, si des éléments nouveaux à ajouter au dossier surgissent.

“ Une mère, mariée à un Belge, et sa fille, arrivent d'Amérique latine. Dans un premier temps, le mariage n'est pas reconnu par la commune. Ensuite, c'est la perte d'emploi du mari qui pose problème. La jeune fille dit à propos de sa situation : « ça va aller. Il faut rassembler les documents. C'est quelque chose de provisoire. On n'est pas dans la pire situation ».

1 Une place de retour dans des centres d'accueil Fedasil est attribuée aux personnes qui reçoivent une réponse négative à leur demande de protection internationale pour une durée de 30 jours (voir <https://www.fedasil.be/fr/retour-volontaire/accompagnement-et-information>)

PROCÉDURES ET DROITS JURIDIQUES

Tant qu'elles se trouvent dans des structures d'accueil, les personnes bénéficient de leur droit à l'aide juridique gratuite via ces structures (centres, ILA (initiatives locales d'accueil)). Une fois la réponse à la demande protection reçue, les personnes quittent le centre en récupérant leurs dossiers médicaux et sociaux (qui peuvent être utiles pour la suite) et le conseil juridique prend fin. Un centre d'accueil explique se donner pour mission de préparer ses « résident·es » à la vie après le centre, à les rendre autonomes, que leur demande aboutisse ou non. Quand la réponse est négative, les travailleurs et travailleuses du centre peuvent conseiller la personne, mais sans plus assurer un suivi pointu du dossier. Ils et elles vont par exemple suggérer à la personne de s'orienter vers une « place de retour » s'ils ont l'assurance qu'une nouvelle procédure pourrait aboutir. Les personnes sont renvoyées vers leur avocat pour tout autre conseil, comme la possibilité d'introduire une demande qui aurait plus de chances d'aboutir dans un autre pays européen.

Le suivi du dossier par l'avocat·e, nécessaire, a aussi des limites. Les problèmes pointés par les différents interlocuteurs mettent en avant l'importance de « la première ligne » dans le soutien des personnes en séjour irrégulier, qu'elle soit issue ou non des services sociojuridiques spécialisés en droit des étrangers, en complémentarité du travail de l'avocat·e.

D'abord, les relations entre demandeurs·euses et avocat·es peuvent manquer de confiance et de compréhension réciproque. Une assistante sociale dans le secteur de l'insertion socio-professionnelle, raconte qu'il arrive que des participant·es aux formations lui demandent d'expliquer le contenu d'une lettre reçue, ou bien de clarifier les explications données par l'avocat·e, bien que ces matières dépassent le cadre de ses compétences.

Certains acteurs ont l'impression que les travailleurs de CPAS ou d'ILA apportent un suivi plus rapproché des demandeurs·euses qu'en centre, poussant davantage l'avocat·e à entreprendre tous les recours possibles, « à aller jusqu'au bout des procédures ».

Enfin, les personnes en séjour irrégulier n'ont pas toujours connaissance de leur droit à l'aide juridique gratuite. Il y a des abus de la part des avocat·es, qui font payer leurs prestations. Les personnes acceptent, soit parce qu'elles s'en sentent obligées, soit parce que cela va dans le sens de la croyance répandue selon laquelle un·e avocat·e rémunéré·e ferait un meilleur travail (les avocat·es pro deo étant payé·es par l'Etat, comment pourraient-ils justement défendre leurs client·es contre celui-ci ?) Porter plainte contre ces abus semble difficile, car apporter une preuve du versement d'argent n'est souvent pas possible (« argent sous la table »). Le réflexe protectionniste du Barreau est également perçu comme un frein potentiel à l'aboutissement de la plainte. **Les acteurs sociojuridiques échangent entre eux informellement à propos des pratiques des avocat·es : une liste des avocat·es à déconseiller voire bannir pourrait être établie. Des plaintes, même sans preuves, pourraient être émises : si un·e même avocat·e est visé·e plusieurs fois par celles-ci, une sanction serait sans doute plus envisageable. Une troisième piste de réponse aux pratiques abusives des avocat·es est de tenter de les prévenir en informant sans relâche les personnes de leur droit à l'aide juridique gratuite.**

Les entretiens ont aussi mis en évidence la nécessité de critères de régularisation clairs et objectifs. L'avocat en charge du dossier d'un homme en séjour irrégulier, mais ayant un emploi déclaré, un logement stable, l'accès à la mutuelle pour ses enfants et lui – mais non pour son épouse – tergiverse à introduire une demande de régularisation pour son client, de peur d'aggraver sa situation. Alors que le client a déjà payé la redevance, l'avocat guète un climat politique plus favorable pour introduire le dossier : il attend que le gouvernement fédéral soit installé et évalue la disposition du Secrétaire d'Etat à donner des consignes à l'Office des étrangers qui

vont dans le sens de la régularisation. Cette manière de procéder souligne l'arbitrarité perçue et réelle des décisions prises par l'Office des étrangers en matière de régularisation.

La connaissance et la compréhension des procédures de demande d'asile et de régularisation varient, ainsi que la distinction des catégories d'usage dans le langage commun, que sont « demandeurs d'asile » ou « sans-papiers ». Une jeune femme originaire du Sénégal et récemment arrivée en Belgique, hébergée par un compatriote, a répondu à notre appel à entretiens, s'identifiant comme « sans-papiers ». Or, elle avait introduit une demande de protection internationale et, alors que le pays était en plein confinement, elle avait décliné le logement en centre d'accueil. Elle n'était donc pas « sans-papiers » mais bénéficiait d'un titre de séjour temporaire, comme le confirmait la carte orange qu'elle sortit de la poche de son manteau au cours de l'entretien.

IRRÉGULARITÉ DU SÉJOUR VS IRRÉGULARITÉ DES PRATIQUES ADMINISTRATIVES ?

Bien que certains acteurs parlent d'un « public discret », les administrations communales n'ignorent pas systématiquement qu'habitent sur leur territoire des personnes sans droit de séjour. Dans certains cas, « la commune est au courant » ou bien « la commune sait que le monsieur réside à tel endroit, alors qu'elle sait aussi qu'il a perdu son droit au séjour ». Un père de famille fait part au cours de la rencontre des relations cordiales qu'il entretient avec le bourgmestre de sa localité.

La connaissance de l'établissement de personnes en séjour irrégulier sur le territoire par les autorités communales ne rend pas pour autant les relations moins tendues à tous les coups : des mesures prises par les pouvoirs locaux restent incohérentes et incompréhensibles aux yeux des sans-papiers.

“ Le service population de la commune sait que la famille habite à une certaine adresse sur son territoire. La famille paie les taxes communales, comme la taxe « poubelles ». Mais il reste impossible pour la famille d'obtenir les documents tels qu'un casier judiciaire ou une composition familiale.

La famille ne reçoit pas les masques distribués au début du confinement, mais bien le bon d'achat de trente euros à dépenser dans les commerces locaux.

Le CPAS prend en charge une partie des frais de mazout de cette même famille. Par contre, elle n'a pas le droit de faire des emplettes à l'épicerie sociale. Les membres de la famille expliquent comme cela semble contradictoire : ils peuvent donc être remboursés, mais pas dépenser eux-mêmes en faisant des courses dans une épicerie à prix réduits. En plus d'être incohérente, cette mesure leur semble insultante : ils ont les moyens de payer, acheter (à l'épicerie sociale), pourquoi ne pas leur laisser cette possibilité plutôt que de prendre entièrement en charge, à leur place, les frais de chauffage ?

Certaines incohérences mettent en avant l'ambiguïté de l'exclusion des personnes sans-papiers par l'Etat national. Dans la pratique, la situation des personnes sans-papiers est plus nuancée que l'idée d'une intégration informelle d'une part (participation à la vie sociale et culturelle), et l'exclusion formelle d'autre part (refus de reconnaissance, ordre de quitter le territoire)² (Chauvin et al, 2013 : 243). Par exemple, certaines attestations sont produites avec un ancien numéro de registre national. L'administration communale enregistre l'adresse du domicile des personnes, même si elles ont reçu un ordre de quitter le territoire. Nous voyons qu'à certains niveaux de pouvoir, l'Etat permet une certaine intégration formelle.

2 Chauvin Sébastien, Garcés-Mascreñas, 2012, « Beyond Informal Citizenship : The New Moral Economy of Migrant Illegality », *International Political Sociology*, n°6:243

Selon les accompagnateurs sociojuridiques, il arrive que les services population – Etat civil des administrations communales entravent le bon déroulement des démarches administratives. Par exemple, des conditions pour entrer une demande spécifique, comme le regroupement familial, sont ajoutées : « des personnes à qui l'on dit que le regroupement familial n'est pas possible, alors qu'il l'est depuis deux ans » ou « on leur demande si cela fait deux ans qu'ils sont en couple, et la procédure continue ou non en fonction de la réponse. Ce n'est pas leur rôle ». Ces dysfonctionnements ne sont pas uniquement attribués à une méconnaissance des procédures ni, individuellement, à une discrimination de la part de l'agent mais répondent plutôt à des logiques systémiques, liées aux instructions que les agents reçoivent ainsi qu'à la « culture » du service. Une jeune fille dont le VISA a expiré nous partage son expérience : « on n'a pas été bien reçu. On nous a dit un mensonge pour nous convoquer. C'est du racisme ! »

2. ANCRAGE TERRITORIAL

Un des enjeux de cette recherche était d'interroger l'idée répandue selon laquelle les personnes sans titre de séjour préfèrent à la ruralité de la province de Luxembourg les grands centres urbains du pays. Contrairement aux autres provinces, il n'existe actuellement pas de collectifs de sans-papiers ni de groupe de soutiens aux personnes sans-papiers comme tels. En 2006, soit trois ans avant la dernière campagne de régularisation en date, trois églises avaient été occupées par des groupes de sans-papiers dans la province, à Marche-en-Famenne, Erezée et Arlon. A Erezée et Marche, les sans-papiers avaient entamé une grève de la faim. Diverses associations, les CPAS, les autorités communales et religieuses avaient soutenu les actions³.

Peut-on affirmer que les personnes en situation de séjour irrégulier ne s'installent pas dans la région et choisissent systématiquement (ou presque) de s'établir dans des grandes villes comme Bruxelles, Liège ou Anvers ? Ou bien cette idée relève-t-elle du « mythe » ou de l'« illusion », selon les termes employés par une travailleuse d'un service sociojuridique ?

Il reste difficile de répondre catégoriquement à cette question, tant les situations varient. Les perceptions des travailleurs-euses, quand elles tendent à généraliser, effacent les personnes sans-papiers qui habitent bel et bien le territoire de la province, y compris dans les zones les plus rurales. Pourtant, il est de l'avis de tous et toutes que des personnes sans-papiers habitent la région car chacun·e en compte parmi ses connaissances, ou bien en a entendu parler.

Les durées de l'installation en province de Luxembourg et les raisons qui poussent à rester ou à quitter ce lieu d'installation diffèrent d'une personne à l'autre. Nous pouvons toutefois distinguer plusieurs types de profils, liés en partie aux causes de l'irrégularité du séjour, et qui impliquent un ancrage plus ou moins fort dans la région. D'abord, une petite partie du public sans-papiers est sur le territoire pour travailler et passent par le seul abri pour SDF de la province, à Arlon. Ce sont souvent des hommes qui arrivent d'Europe de l'Est, qui poursuivent leur route après quelques jours ou semaines de répit à la recherche d'un autre emploi précaire. Contrairement au public belge de l'Abri de nuit, ces hommes ne s'installent pas en général. Ils ne font que transiter. Ensuite, une partie des personnes en séjour irrégulier se trouve parmi les travailleurs et travailleuses du sexe, principalement installées dans le Sud de la province (Athus, Aubange). La plupart sont des femmes originaires d'Amérique Latine qui arrivent en Belgique depuis la péninsule ibérique. Après plusieurs mois dans le Sud de la province, un retour au pays est pour certaines envisagé. Un troisième type de profil encore cherche à rejoindre l'Angleterre en camion ; on les appellera « migrants en transit » jusqu'à ce qu'ils arrivent au Royaume-Uni.

3 La Libre, 11/05/2006, « Les sans-papiers en grève de la faim », <https://www.lalibre.be/regions/namur/2006/05/12/les-sans-papiers-en-greve-de-la-faim-OBME7XXIEJD3ZGDTPIYM3GCMA/>
La Libre, 11/05/2006, « Un groupe à l'église St-Martin », <https://www.lalibre.be/regions/namur/2006/05/12/un-groupe-a-leglise-st-martin-FHHVCYB5O5DXXNJ7WCNWTIF4KU/>

C'est le cas d'un homme soudanais d'une trentaine d'années qui, quelques semaines après avoir reçu une réponse négative du CGRA, écrit à l'assistante sociale du centre de formation qu'il est arrivé à Londres. Enfin, des sans-papiers, isolé-es ou en famille, s'installent de manière plus durable (tant que cela est possible) dans la région.

Les intervenant·es sociaux mettent en avant le rôle supposé des communautés d'origine dans le départ vers les plus grandes villes : « ils quittent vers les grandes villes où il y a un soutien de la communauté. Anvers pour la communauté afghane, plutôt Bruxelles ou Verviers pour les arabophones ». Quand il n'y a pas d'ancrage local, les personnes sans-papiers quitteraient la province pour rejoindre des connaissances ou pour chercher du soutien auprès d'une communauté, plus souvent présente dans un centre urbain. Pour cela, les personnes sont prêtes à traverser la frontière linguistique et à apprendre une nouvelle langue. À l'inverse, pour certaines personnes, la communauté d'origine présente une forme de contrôle, de surveillance qu'on préfère éviter, comme le rapporte une assistante sociale : « la communauté devient plutôt le juge que ceux qui vont tendre la main. [...] Une femme disait : « je veux aller là où il n'y a pas de Tchétchènes ». Elle vivait seule avec ses enfants, ce qui n'était pas bien vu, car normalement c'est le père qui prend la charge des enfants. Les relations entre personnes d'une même communauté peuvent finalement être encombrantes ».

Les grands centres urbains sont reconnus par les travailleurs·euses sociaux comme étant plus propices au travail non-déclaré, et donnant plus de possibilités de logement, bien que parfois plus précaire (comme le sont les occupations et les squats).

Un autre facteur semble pousser les sans-papiers à quitter la province : il s'agit de la mobilité et de l'accès aux services. En-dehors des centres urbains, les activités du quotidien nécessitent souvent de se déplacer d'une ville ou d'un village à un autre (scolarité, travail, courses). L'utilisation des transports en commun fait planer la menace de contrôles d'identité. Pour éviter les transports publics, les personnes sans-papiers s'arrangent pour être conduites à leurs rendez-vous, remarquent notamment les travailleurs et travailleuses sociaux.

Le constat partagé par les travailleurs et travailleuses sociaux d'un départ généralisé des personnes sans-papiers vers les centres urbains, nourrit peut-être lui-même, à certains égards, le départ vers les grandes villes en-dehors de la province. Par exemple, un centre d'accueil renseigne aux personnes déboutées de l'asile toute une série d'associations et de possibilités de soutien juridique, d'aide alimentaire, etc. en fonction d'où elles souhaitent se rendre en quittant le centre. Si elles ne précisent pas de région, la liste qui leur est remise ne reprend pas d'acteurs locaux mais seulement des structures basées à Bruxelles, Anvers, Liège ou encore Charleroi.

L'accès au travail et au logement apparaissent comme des facteurs déterminants dans l'installation plus durable dans la province. Ces deux aspects seront abordés au point suivant. Pour les sans-papiers débouté-es de l'asile qui ont vécu en centre d'accueil, des professionnel·les du secteur soulignent l'importance du réseau relationnel local : les personnes qui resteraient en province de Luxembourg seraient celles qui ne connaissent personne en arrivant en Belgique et qui se seraient créé un petit réseau autour du centre. Plus généralement, le soutien d'un réseau local, comme peut l'être la famille, favorise l'établissement durable des personnes. Par exemple, un homme maghrébin sans-papiers habite chez sa sœur, elle-même mariée à un Belge, et travaille pour l'entreprise familiale. Sans réseau, s'installer dans la province de Luxembourg en tant que sans-papiers dès l'arrivée en Belgique semble difficile.

3. EMPLOI ET LOGEMENT

L'emploi et le logement sont souvent liés, excepté dans les cas où une personne est hébergée par une autre, elle bien installée, qu'elles soient ou non apparentées. Les deux semblent s'appuyer sur le bouche-à-oreille, comme c'est le cas quand le propriétaire d'un bien loué à une famille est lui-même ami du patron qui emploie le père de famille. Dans le cas des personnes sans-papiers, l'emploi et le logement ont aussi en commun d'être précaires, sans dispositif de sécurité : il n'y a pas ou peu de levier de contestation et de moyens de protection. Les personnes sans-papiers se retrouvent vulnérables sur les marchés de l'emploi et du logement, car contraintes d'accepter les travaux les plus pénibles ou moins bien rémunérés et des logements insalubres ou surpeuplés, pour des loyers tout aussi élevés. C'est le cas à Arlon où les loyers sont réputés pour être élevés : il faut donc louer le bien à plusieurs pour réduire les frais.

Les situations sont diverses, et plus ou moins formelles. Par exemple, une assistante sociale accompagne dans ses démarches un père de famille dont le travail est déclaré. Cela est possible quand l'employeur ferme les yeux sur le statut de la personne, comme lorsqu'un employé perd son titre de séjour après avoir signé un contrat de travail. Dans ces cas, il arrive qu'il continue à payer des cotisations sociales et déclare des impôts. A l'inverse, certaines personnes sans-papiers se proposent pour faire de petits travaux, allant jusqu'à faire du démarchage, ou bien travaillent pour des connaissances, par exemple en faisant le ménage ou l'entretien des jardins. Pour ces personnes qui bénéficient des prestations de la personne sans-papiers, cet emploi informel est également entendu comme une manière de rendre service, d'« aider ». Plutôt que de verser à la personne sans-papiers une certaine somme d'argent, elles rémunèrent un travail. « Il y a de tout, du plus bienveillant à l'exploitant ».

Sans revenu, se loger en province de Luxembourg, même transitoirement, est très difficile. Le seul lieu d'accueil inconditionnel est l'Abri de nuit d'Arlon. L'accès aux maisons d'accueil nécessite l'inscription à une mutuelle.

L'IMPORTANCE DU TRAVAIL AU-DELÀ DU REVENU

Parmi les personnes en séjour irrégulier rencontrées, certaines ont mis en avant le fait de travailler comme apport à la société et comme preuve d'intégration, et donc comme preuve qu'elles méritent d'être régularisées. A contrario, le discours avançait parfois que des personnes bénéficiant d'un titre de séjour et émargeant au CPAS seraient moins « méritantes ». Récemment, lors des occupations à Bruxelles, les discours des grévistes et de leurs soutiens mettaient, eux aussi, l'accent sur le travail (« nous ne demandons qu'à travailler », « on veut simplement travailler, vivre comme tout le monde »). La régularisation sur base du travail montre aussi comme l'employabilité et le travail légitiment les demandes d'autorisation de séjour.

4. FORMATION ET SCOLARITÉ

Pour les adultes sans-papiers, le suivi de formations est possible suivant les structures, et notamment le financement de celles-ci. Même s'il y a une volonté de la part de l'association de permettre aux personnes en séjour irrégulier de participer ou de poursuivre la formation débutée en tant que demandeur·euse d'asile, les subsides et les contrôles qui y sont liés ne permettent pas toujours l'inscription officielle. La participation est conditionnée au nombre de places disponibles. Certaines associations organisent des activités sur fonds propres, ce qui permet l'inscription quel que soit le statut. Du côté de l'insertion professionnelle, le contrat est établi en fonction de la validité du titre de séjour.

La formation, qui est donc perçue comme une preuve d'intégration qui appuiera le dossier de régularisation, est donc difficile d'accès dans la pratique, mettant les sans-papiers dans une impasse. Au-delà des apprentissages et du certificat ou diplôme qui agit comme un sésame, les relations avec les formateurs et formatrices sont des liens non négligeables dans le quotidien des personnes. Elles sont des ressources potentielles, notamment pour les personnes déboutées et sans aucune attache en Belgique.

“ Les liens comme ressources potentielles

Un jeune camerounais se retrouve seul quand il doit quitter le centre suite à un refus. Son formateur l'héberge quelques jours, le temps d'activer un réseau (par une formatrice) et de lui trouver un hébergement dans une famille du côté de Liège, qui va l'accompagner à entreprendre de nouvelles démarches avec des associations.

Comme dernier recours, une assistante sociale encourage les personnes à entreprendre des démarches de validation de compétences. La reconnaissance des compétences peut déboucher sur une promesse d'embauche, qui appuie la demande de régularisation. Pour cette travailleuse, ce « stratagème » pourrait être menacé et ne plus être rendu accessible aux personnes sans titre de séjour, comme cela a été le cas pour les équivalences de diplômes.

Les principes d'obligation scolaire pour les mineur-es d'âge, de droit à l'éducation, semblent défendus par les directions d'établissements. S'inscrire à l'école, pour les enfants sans-papiers, ne semblent pas poser de problèmes d'après les témoignages recueillis. Il subsiste toutefois des craintes : pour les parents d'une famille rencontrée, il était préférable de laisser le fils poursuivre sa scolarité dans l'école où il avait été inscrit alors qu'il était en demande de protection internationale, même si cette école se trouvait éloignée du nouveau domicile. D'autres difficultés entravent la scolarité des enfants sans-papiers, comme l'impossibilité d'accéder aux écoles de devoirs ou le manque d'équipement numérique alors que les cours ont eu lieu en ligne durant les confinements successifs liés à la pandémie. Cette difficulté constitue le revers de la médaille de l'obligation scolaire : une travailleuse sociale explique qu'elle se retrouve à justifier sans cesse à l'inspection les absences des enfants sans-papiers. Sans ordinateur ni connexion internet, les jeunes ne suivent pas les cours et sont noté-es absent-es. La possibilité de se rendre dans un espace public numérique ou tout autre lieu d'accès aux outils numériques est sapée par l'obligation de garder les frères et sœurs plus jeunes pendant que les parents travaillent. En dépit de l'obligation scolaire, les voyages à l'étranger organisés par l'école restent impossibles pour les enfants en situation irrégulière.

Une fois diplômé-es de l'enseignement secondaire, les jeunes sans-papiers ne peuvent entamer des études supérieures, faute de pouvoir s'y inscrire. Dans le cas où la situation se régulariserait, les études restent difficiles d'accès financièrement. Une jeune fille, dont le dossier de régularisation pour sa famille a été introduit, explique qu'elle n'a pu mettre de l'argent de côté, car les revenus qu'elle a eu grâce à son job étudiant ont été utilisés pour subvenir aux besoins de la famille.

“ Et après le CESS pour les jeunes sans-papiers ?

Parmi les personnes rencontrées, deux jeunes filles en rhéto souhaitaient étudier en haute-école. Pour l'une, la situation était provisoire et devait s'arranger, ce qui n'empêchait pas de vivre quotidiennement dans l'inquiétude que le titre de séjour soit valable avant le moment des inscriptions. Pour l'autre jeune, la réponse au dossier introduit par sa famille est tombée à la fin de l'année scolaire et était négative, mettant fin à ses espoirs d'entreprendre des études supérieures.

ACCÈS À LA SANTÉ

L'accès à la santé relève d'un droit accordé à toutes les personnes quel que soit leur titre de séjour, et même en l'absence de celui-ci. L'aide médicale urgente (AMU), notamment prévue pour les personnes sans-papiers, est un dispositif fédéral censé garantir la prise en charge financière des soins médicaux, curatifs comme préventifs ; donc bien plus que les soins « urgents », comme le laisse à tort penser son nom. Cette prise en charge financière passe par le CPAS de la commune où réside habituellement la personne demandeuse, sous certaines conditions. Il s'agit par exemple d'évaluer, au cours d'une « enquête sociale », que la personne est bien en état d'indigence, ou de vérifier si elle n'a pas souscrit à une assurance maladie, en Belgique ou à l'étranger.

Selon une étude du Centre Fédéral d'Expertise des soins de santé (KCE) de 2014, seulement 10 à 20 pourcents des personnes entreraient en contact avec les services de santé via l'AMU⁴. Plusieurs freins existent, comme les relations entre les personnes et les travailleurs-euses des CPAS, la crainte d'être répertorié-e ou « fiché-e » et donc de se mettre en danger, le caractère menaçant de l'enquête sociale, qui peut impliquer la visite d'un-e assistant-e social-e à l'adresse où réside la personne sans-papiers, la complexité de la procédure, l'idée répandue que les soins doivent être urgents pour ouvrir le droit, etc. Ces paramètres empêchent l'exercice complet du droit à la santé, faisant dire à une travailleuse sociale : « ils [les personnes en séjour irrégulier] ne doivent pas tomber malades ».

En province de Luxembourg, tous les CPAS ne sont pas concernés par les demandes d'AMU : certains ne connaissent pas la procédure, faute d'être en contact avec des personnes en séjour irrégulier. Pour une travailleuse sociale d'un CPAS, le fait que les communes soient « plus petites » (moins d'habitant-es car situées en zone rurale) permet une plus large marge de manœuvre, d'être moins procédurier et plus individuel que dans les « grosses communes », où les cas à traiter sont nombreux. Elle explique qu'elle « argumente » pour défendre les dossiers au conseil de l'action sociale du CPAS et ainsi obtenir le remboursement de frais de santé.

Du côté médical, nous constatons que l'AMU n'est pas bien connue au sein des professions du secteur, que cela soit chez les médecins généralistes ou les prestataires de soins hospitaliers. Même si, du côté des professionnels de la santé, la nécessité de soigner prime sur le statut de la personne (et sur l'assurance qu'elle sera en mesure de payer les soins), un travail d'information du secteur médical sur l'AMU et le public sans-papiers pourrait améliorer la prise en charge des personnes en situation irrégulière. Les CPAS ont pour habitude d'établir des partenariats avec quelques médecins et pharmacies, eux bien informés des procédures. Les médecins pourraient diriger les patient-es en séjour irrégulier vers le CPAS pour entreprendre les démarches, et leur remettre l'attestation d'aide médicale urgente, document nécessaire à l'ouverture du dossier auprès du CPAS.

“ *« Nous soignons, nous nous préoccupons ensuite de savoir comment nous serons payés [...] nous sommes un service public » Cette déclaration du milieu médical contraste avec l'expérience des personnes : le service social hospitalier, contrairement au personnel médical des hôpitaux, devra bel et bien s'assurer du paiement des soins.*

En plus de tous les freins mentionnés, qui rendent l'accès à l'AMU difficile dans la pratique, il convient de rappeler, avec Marie Dauvin (2020)⁵, que la santé ne dépend pas uniquement des prestations des professionnel·les de la santé, en théorie garanties par l'AMU. Les facteurs sociaux, tels que les conditions de vie, le revenu, l'accès à l'éducation, etc. contribuent également

4 Roberfroid D., Dauvin M., Keygnaert I., Desomer A., Kerstens B., Camberlin C., Gysen J., Lorant V., Derluyn I., 2015, « Quels soins de santé pour les personnes en séjour irrégulier ? Synthèse », Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé (KCE), KCE Reports, Bruxelles.

5 Dauvin Marie, 2020, « L'aide médicale urgente, pour qui ? », Santé conjugulée, n°90, 13-15.

à l'état de santé général d'une personne. La santé gagne à être envisagée dans sa globalité.

5. VIE QUOTIDIENNE

A la précarité s'ajoute le stress quotidien de vivre en situation irrégulière. La peur transparait dans les témoignages recueillis : « il faut être tous les jours cachés », « on a peur de la police ». Même si, pour certain·es l'irrégularité du séjour n'est pas un secret, la crainte de se faire arrêter lors d'un contrôle policier reste bien présente. Une mère de famille, dont la situation est connue dans le village où elle réside, raconte son expérience d'un contrôle de véhicule par la police et la peur qu'elle a ressentie, assise côté passager, attendant à tout moment un contrôle d'identité. Une autre mère raconte avec tristesse que les copains de son fils le taquent lorsqu'ils voient une voiture de police. Certaines personnes évitent les transports en commun ; elles s'arrangent pour être conduites en voiture car souvent, elles ne disposent pas elles-mêmes d'un véhicule. Plusieurs familles rencontrées partagent également leurs regrets de ne pas pouvoir rendre visite à des proches installés dans d'autres pays européens.

Que la situation soit connue ou non de l'entourage, vivre sans-papiers induit beaucoup de stress et d'anxiété, comme le souligne une travailleuse d'un service psychologique, ainsi qu'un manque de liberté de mouvement et des expériences de discrimination.

La province de Luxembourg manque d'espaces où ces personnes seraient accueillies sans restrictions liées au statut, sans être soumises aux conditions comme le nombre de places disponibles pour ce public ou l'inscription « informelle » à certaines activités. De l'avis des intervenant·es sociaux et des personnes sans-papiers elles-mêmes, **il serait bon d'ouvrir un lieu où les personnes qui partagent la même situation puissent se retrouver et échanger, ou bien un lieu résolument ouvert à tous et toutes, sans distinction sur base d'un titre de séjour.**

6. SANS-PAPIERS ET DIMENSION DE GENRE

L'irrégularité du séjour rend les femmes⁶ particulièrement vulnérables. En cas de violences, introduire une plainte à la police reste possible quel que soit le statut de la personne, bien que de nombreux freins persistent dans la pratique. Pousser la porte d'un commissariat revient, en quelque sorte, à se livrer à l'Office des étrangers. Bénéficier d'une place dans un abri pour femmes reste difficile, même si ces institutions peuvent accueillir des personnes en séjour irrégulier (sur fonds propres). Même dans le cas où un financement extérieur peut être obtenu via le mécénat, par manque de places, l'institution préférera en général attribuer la place à une femme en situation régulière (dont le CPAS prend en charge le coût).

Pour les femmes arrivées en Belgique via le regroupement familial, le titre de séjour dépend du lien marital ainsi que de la situation financière (et donc de l'emploi) du mari. Pour le renouvellement du titre, l'Office des étrangers peut vérifier si les conditions sont remplies : avoir une vie commune, être affilié·e à une mutuelle, avoir des revenus « stables, réguliers et suffisants », etc. Cette dernière condition est devenue encore plus difficile à remplir en raison de la crise sanitaire, qui a fragilisé l'emploi de nombreuses personnes.

“ « Les femmes venues par regroupement familial se retrouvent prises en étau ».
(Une travailleuse sociale)

Si une femme quitte le domicile conjugal, elle doit en avvertir l'Office des étrangers, sans quoi celui-ci pourrait retirer le titre de séjour. Le titre de séjour pourra être maintenu à condition

⁶ Sans que cela ait été rapportés dans les entretiens menés, on peut raisonnablement élargir ce constat aux minorités de genre.

d'apporter les preuves des violences, qui ne sont pas toujours faciles à rassembler, notamment en cas de violences psychologiques.

7. L'OEUVRE DU SECTEUR ASSOCIATIF : LE RESPECT DES DROITS ET LES LIMITES

Les travailleurs et travailleuses sociaux rencontrés mettent en avant l'importance, d'une part, du respect des droits des personnes et, d'autre part, le rôle de soutien qu'ils et elles jouent à travers leur travail. Pour le respect des droits, les organisations non spécialisées sur les questions juridiques mettent les personnes sans-papiers en lien avec les associations juridiques spécialisées. **Il est donc fondamental que ces services soient connus de tous les acteurs, y compris en-dehors des secteurs de l'accueil et de l'intégration.** Les associations offrant un accompagnement social, juridique et/ou psychologique permettent aux personnes suivies, par le volet psychologique par exemple, durant la demande de protection internationale (en centre ou en ILA) de bénéficier de ce contact établi avec l'institution. Dans les cas où la demande n'aboutit pas, elles peuvent être rapidement orientées par le ou la psychologue vers un·e collègue du service sociojuridique : « Ils ont un point de chute chez nous, il n'y a pas de rupture de contact ».

Une difficulté mentionnée est que, dans le secteur de l'accueil, il y a un roulement de personnel important : le travail de promotion du service est donc à faire fréquemment, pour avertir les employé·es récemment arrivé·es. Malgré cela, certaines personnes sans-papiers, arrivées via un titre de séjour de courte durée, ou par regroupement familial, ne connaissent pas forcément les services et leur droit à l'aide juridique gratuite ou bien se dirigent vers un service sociojuridique après des années en Belgique. Elles en prendraient connaissance via le CPAS ou le bouche-à-oreille. La plupart des personnes sans-papiers rencontrées lors des entretiens ne connaissaient pas les services spécialisés. Par ailleurs, les travailleurs·euses sociaux constatent, grâce aux échanges lors des interventions sociojuridiques⁷, que les personnes consultent plusieurs services, sans forcément le signaler. **Est-ce que le suivi gagnerait à être connu, d'un service à l'autre ?**

Le rôle des intervenant·es sociaux est bien plus large que leur expertise puisque, souvent impuissant·es face aux impasses dans lesquelles se trouvent les personnes sans-papiers, ils et elles apportent un soutien moral, une écoute, comme en témoigne ce travailleur : « Les personnes sans-papiers font en général le tour des associations, puis retournent vers nous. On les écoute ». Certain·es travailleurs·euses font part d'un aveu d'échec, et d'une implication parfois difficile : « la famille a reçu plusieurs OQT et, à chaque fois, tout le monde s'écroulait. Toute l'équipe a fait les montagnes russes avec eux. On s'accroche mais c'est dur » ou bien « on subit la situation avec la personne ». Les entretiens avec les personnes déboutées de l'asile, à la sortie du centre d'accueil, sont « durs ». Dans ces cas, il ne s'agit souvent pas d'un long suivi, mais de voir quelles solutions existent pour la personne. Les travailleurs·euses d'un service sociojuridique insistent sur **l'importance de prendre le temps d'écouter, d'analyser les pistes possibles en Belgique, et d'aborder la question de « vivre sans-papiers »**. Ils et elles présentent les cas pour lesquels le service pourra apporter une aide, procurer un accompagnement à l'avenir.

“ « Il y a des personnes qui sont sans-papiers depuis longtemps qui viennent nous voir pour voir s'il n'y a rien de neuf, s'il n'y a pas moyen de faire quelque chose. A part du soutien moral et éventuellement une aide pour les démarches médicales, parfois il n'y a pas grand-chose à faire ». (Une travailleuse d'un service sociojuridique)

⁷ Une intervention sociojuridique est mise en place régulièrement, à raison de quatre rencontres par an, pour les opérateurs juridiques des trois territoires concernés par les organisateurs (CRIC, CAI et CRILUX).

« Parfois, ils vont au CPAS, mais on leur dit exactement la même chose que nous [qu'il faut trouver du travail] » « Les renvoyer quelque part [vers un autre service], c'est très compliqué, parce qu'on sait qu'il y a des fois aucune possibilité, donc ça ne sert à rien de leur voiler la face. On leur dit la vérité, on leur dit les choses telles qu'elles sont » (Une travailleuse sociale)

8. LE SOUTIEN AU-DELÀ DU TRAVAIL ASSOCIATIF : LA SOCIÉTÉ D'ACCUEIL EN DERNIER RECOURS

Qui pour soutenir les sans-papiers ?

« Ça paraît presque logique, le gouvernement ne va pas subsidier un service alors que le gouvernement a décidé qu'ils devaient rentrer chez eux » (Une travailleuse sociale)

LES CITOYEN-NES ET LA SOCIÉTÉ D'ACCUEIL

Les citoyen·nes de la société d'accueil, qu'elles soient apparentées ou non à la personne en séjour irrégulier qu'elles aident, jouent un rôle non négligeable dans le soutien aux personnes sans-papiers. Cette aide prend de multiple formes : soutien matériel, hébergement pour des durées plus ou moins longues, accompagnement dans les démarches, création de réseau, etc. Ces aidants peuvent également faire le lien entre la personne sans-papiers et différentes structures et associations.

Dans les cas où les personnes sans-papiers ne disposent pas d'un réseau (constitués de membres de la famille, de connaissances, etc.), elles peuvent souvent trouver du soutien ailleurs dans la société d'accueil, et notamment via les travailleurs·euses sociaux avec qui elles étaient en contact ou via la Plateforme citoyenne BELRefugees.

Le suivi des personnes sans-papiers par les travailleurs·euses sociaux peut s'inscrire plus ou moins dans le cadre du travail, selon les cas. Parfois, un accompagnement des participant·es aux formations est prévu pour une durée de six mois après la formation (normalement focalisé sur la recherche d'emploi). Pour les personnes sans-papiers qui quittent la formation, l'assistante sociale de l'organisme de formation assure un suivi également, bien que « moins poussé ». Il s'agit plus de prendre des nouvelles, d'échanger informellement (via messenger, par exemple).

« Il y a un lien fort entre les formateurs et les gens, à force de passer toute la journée avec une personne, de lui apprendre des choses. Les formateurs ont plus de mal à gérer le fait que voilà [...] On s'attache aux gens qui viennent ». Les gens demandent à l'assistante sociale des nouvelles des formateurs. Elle fait passer les messages collectés lors des réunions d'équipe.

Il arrive que des travailleurs·euses sociaux aillent au-delà du cadre de l'institution pour laquelle ils et elles travaillent. « C'est un choix personnel, que chacun fait », comme ce formateur qui a aidé une famille syrienne dublinée à s'installer dans un squat : « il s'est vraiment mis en démarche personnelle » en trouvant une personne « relais », prête à les héberger provisoirement. Il existe souvent autour des centres d'accueil pour demandeurs·euses d'asile des réseaux de bénévoles, qui peuvent procurer un suivi, une aide, au moment où les personnes déboutées doivent quitter le centre.

La Plateforme citoyenne BELRefugees, et son réseau d'hébergeurs·euses, sont parfois sollicités par les travailleurs·euses des centres d'accueil et autres travailleurs·euses sociaux. Ces démarches auprès du réseau d'hébergement sont surtout effectuées dans les cas où des familles, avec enfants, se retrouvent sans solution. Pour certain·es intervenant·es sociaux, les foyers des hébergeurs·euses sont « quand même des endroits précieux pour avoir un point d'appui dans cette situation un peu compliquée ». Le recours à l'hébergement par les citoyen·nes, de son point de vue, apparaît comme la seule solution dans les « cas de dégringolades ».

“ « Ça [manque de ressources associatives pour les personnes sans-papiers] nous pousse, je ne dirais pas à sortir du cadre, mais à mettre notre imagination, à contacter des tiers pour nous venir en aide » (Une travailleuse d'un service sociojuridique)

LES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES

“ Une travailleuse sociale a déjà contacté la Plateforme citoyenne BELrefugees (via le groupe facebook « Hébergement »), ou bien des abbayes et des couvents. Le problème est toujours de répondre à la question : « pour combien de temps ? ». « S'il n'y a pas de durée déterminée à l'avance, c'est difficile. Les monastères, ce n'est pas leur rôle. Les citoyens aussi, s'il n'y a pas de durée, ils savent qu'ils devront mettre la personne dehors, et ce n'est pas une position agréable non plus ».

Pour pallier au manque de solutions d'hébergements d'urgence dans la province de Luxembourg, et a fortiori pour les personnes en situation irrégulière, il arrive que les travailleurs et travailleuses sociaux fassent appel aux communautés religieuses. Par exemple, une volontaire d'un centre d'accueil est en contact avec un monastère, qui a déjà hébergé des personnes déboutées, qui devaient quitter le centre. La condition posée par le monastère est que la durée de l'hébergement soit limitée dans le temps et connue dès le départ (dans l'attente de l'introduction d'une nouvelle procédure, par exemple). Les places en maisons d'accueil n'étant pas financées pour les personnes sans-papiers, une abbaye a déjà accepté de prendre en charge le financement d'une place en abri pour femmes victimes de violences conjugales. Ce dernier recours est menacé par la fermeture de certains monastères et par le vieillissement des religieux, plus en mesure d'assumer un accueil.

9. INTÉGRATION ET RÉGULARISATION

La régularisation est une procédure pour obtenir une autorisation de séjour en Belgique. Elle est prévue comme une exception à la loi sur le séjour des étrangers qui prévoit que les demandes d'autorisation de séjour de plus de trois mois doivent être introduites depuis le pays d'origine de la personne qui en fait la demande. Pour la régularisation « humanitaire », une autorisation de séjour peut être accordée par l'Office des étrangers dans des « circonstances exceptionnelles » (non définies par la loi) rendant le retour au pays d'origine impossible ; et cela à condition de prouver son identité (sauf exceptions légalement prévues) et de payer une redevance de plusieurs centaines d'euros pour les majeurs d'âge. La demande doit être étayée de motifs « de fond », eux non plus définis dans l'article « 9 bis ». Les circonstances exceptionnelles et les motifs de fond apportés dans les dossiers se basent donc sur des circulaires et des instructions ministérielles, rendant la procédure opaque et arbitraire. Les critères sont déduits des réponses données de la part de l'Office des étrangers, dans un jeu d'essais-erreurs⁸.

Il est donc recommandé aux sans-papiers d'apporter des « preuves de leur intégration », de leur participation à la vie économique et sociale, voire de leur « assimilation culturelle ». L'inclusion

⁸ Van Meeteren Masja, Sur Malini, 2020, « Territorial Ironies : Deservingness as a Struggle for Migrant Legitimacy in Belgium », *Journal of Politics, Culture, and Society*, n°33, p.580

de fait permettrait donc de dépasser l'exclusion formelle de la citoyenneté nationale⁹. Dans le cadre de la régularisation, cette citoyenneté (et les droits qui vont avec) acquise à travers la légalité du séjour serait donc quelque chose « à gagner », en apportant des preuves d'intégration, ou du moins de la volonté de s'intégrer (puisque'il apparaît tout aussi valable d'être inscrit·e à des cours de français que de maîtriser la langue¹⁰). Or, toutes ces preuves d'intégration sont rendues difficiles à rassembler puisque, comme l'a dit une personne sans-papiers rencontrée, « il faut la carte d'identité pour tout ». Un titre de séjour est nécessaire pour créer un abonnement, pour s'inscrire à une formation ou aux études supérieures, pour rejoindre un club de sport, etc. Les personnes en situation irrégulière se retrouvent donc coincées dans un paradoxe : pour espérer obtenir une autorisation de séjour, la procédure de régularisation veut qu'elles rassemblent des preuves d'intégration, attestant de leur participation à la vie économique, sociale et culturelle, alors que cette participation est compromise par toutes les restrictions et contrôles qui visent les personnes sans-papiers¹¹.

9 Ibid., p.578

10 Ibid., p. 583

11 Chauvin Sébastien, Garcés-Mascreñas, 2012, « Beyond Informal Citizenship : The New Moral Economy of Migrant Illegality », *International Political Sociology*, n°6

CONCLUSIONS ET PISTES D'ACTIONS

Derrière le qualificatif « sans-papiers » se trouvent des situations sociales et juridiques variées. Parmi les différences remarquées, le caractère provisoire (ou supposé provisoire) de l'irrégularité du séjour.

► QUELLES ACTIONS PEUVENT ÊTRE MENÉES POUR ACCÉLÉRER, SI POSSIBLE, L'OC-TROI DU TITRE DE SÉJOUR DANS LES CAS OÙ LA VOIE AU SÉJOUR EST OUVERTE ?

En l'absence de critères clairs dans la législation sur le séjour des étrangers, des avocats hésitent à introduire une demande de régularisation au risque qu'elle ne soit refusée et empire la situa-tion du client

► PLAIDOYER POUR DES CRITÈRES DE RÉGULARISATION CLAIRS.

Il reste difficile d'établir dans quelle mesure les personnes sans-papiers s'installent en province de Luxembourg plutôt qu'elles ne quittent la province. L'ancrage territorial dépend des res-sources mobilisables, notamment via les réseaux. **Ces réseaux semblent se baser davantage sur des relations interpersonnelles et sur la solidarité des citoyen·nes établi·es dans la région,** que sur l'appartenance à une communauté d'origine. La communauté d'origine peut même être perçue comme un poids. Dans certains cas, le réseau assure un emploi stable et un logement durable, les deux étant liés dans bien des cas.

La société d'accueil –citoyen·nes ou religieux·ses- joue un rôle de solution de derniers recours pour l'hébergement des personnes sans-papiers, via la **Plateforme citoyenne** de soutien aux réfugiés - BELrefugees, via des **citoyen·nes ordinaires (principalement travaillant dans le sec-teur social ou bien ayant un lien de parenté avec les personnes en séjour irrégulier)** ou encore **des monastères**. Il faut noter que ce dernier recours tend à disparaître. Les maisons d'accueil, notamment pour femmes victimes de violences conjugales, restent difficiles d'accès. Cela est dû à un nombre de place limité (aggravé par la fermeture de différents établissements) et aux difficultés de financer le séjour des personnes sans-papiers. Il y a peu de logements d'urgence des CPAS disponibles. **Les solutions institutionnelles en matière d'hébergement inconditionnel manquent.**

Il arrive que les acteurs qui rencontrent les personnes sans-papiers en-dehors du cadre de l'ac-compagnement juridique méconnaissent leur situation. Cela s'explique par la complexité des procédures, le suivi discontinu des rencontres ou de la participation des personnes, ou encore par la discrétion gardée sur leur titre de séjour (ou en l'occurrence sur l'absence de titre de sé-jour). Or, ignorer l'irrégularité du séjour revient à ignorer les droits (limités) dont bénéficient les personnes, et donc à manquer de les informer sur ceux-ci (comme le droit aux soins de santé via l'aide médicale urgente ou le droit à l'aide juridique gratuite).

► RÔLE FONDAMENTAL DES ACTEURS DE PREMIÈRE LIGNE, QUI ONT LE LIEN DE CONFIANCE AVEC LES PERSONNES ET CONNAISSENT LEUR SITUATION, DANS L'IN-FORMATION SUR LES DROITS.

Dans les cas où le titre de séjour agit comme un laisser-passer pour accéder à l'une ou l'autre activité ou formation, des compromis sont parfois trouvés par les directions pour continuer à inclure les personnes sans-papiers dans les groupes. La participation est permise sans inscrip-tion ou bien pour des activités non subventionnées. Les activités où les personnes en séjour irrégulier pourraient s'inscrire sans restriction et sans limite en nombre par rapport à un autre public sont limitées voire inexistantes dans la province.

De plus, plusieurs des acteurs de première ligne ont relevé le bénéfice que les sans-papiers pourraient trouver à se retrouver « dans l'entre-soi », à pouvoir échanger, se conseiller, se soutenir.

- **MISES EN PLACE D'ACTIVITÉS OUVERTES AUX PERSONNES EN SÉJOUR IRRÉGULIER SANS RESTRICTION/LIMITE.**



CRILUX ASBL

Rue de l'ancienne Gare, 32 - 6800 Libramont

061/21.22.07 - info@crilux.be

BNP BE22 0017 3012 5847 - BE 0548.909.142

RPM Liège division Neufchâteau